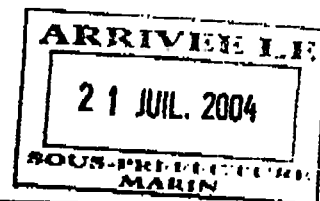


Département MARTINIQUE
Arrondissement Sud Le MARIN
Commune TROIS-ILETS

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

N° 20/2004/Cne

ARRETE DU MAIRE



**PRÉSCRIVANT L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET
DE MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME DE LA COMMUNE
DES TROIS-ILETS**

DU 9 AOUT AU 10 SEPTEMBRE 2004

Le Maire de la commune des TROIS-ILETS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-13 et suivants ;

Vu la loi N° 83-1208 du 13 Décembre 2000 dite Loi Solidarité et Renouvellement Urbains ;

Vu la loi N° 2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'Urbanisme et de l'Habitat

Vu la loi N° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret d'application N° 85-453 du 23 Avril 1985 de la loi du 12 juillet 1983

Vu le plan Local d'Urbanisme de la ville des Trois-Ilets, approuvé le 10 Décembre 2003

Vu l'Ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Fort-de-France N° E04000017 en date du 15 juillet 2004, désignant Monsieur Jean-Michel ALONZEAU demeurant 36 Lotissement Tropiques Didier 97200 FORT-DE-FRANCE, en qualité de Commissaire Enquêteur

Vu les pièces constitutives du dossier de modification du Plan Local d'Urbanisme établi par l'ADUAM avec le concours du service d'Urbanisme de la ville,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Trois-Ilets pendant une durée d'un Mois courant sur la période allant **du 9 Août 2004 au 10 Septembre 2004**

ARTICLE 2 : Cette 1^{re} modification du Plan Local d'Urbanisme concerne :

- le classement en zone 1 AU de plusieurs secteurs classés en 2 AU dans le PLU afin de permettre leur ouverture à l'Urbanisation
- La rectification d'une erreur relative aux pentes des toitures dans la zone UA et UB – Article 11
- L'instauration d'un C.O.S unique de 0.70 dans la zone UB exception faite du secteur UBa ou il reste fixé à 1
- L'augmentation du COS dans les zones NH de 00,05 à 0,15
- La délimitation au sein de la zone N d'un secteur Ne pour l'extraction de l'argile nécessaire pour l'approvisionnement de la Poterie
- La réduction des hauteurs admises en Zone UD
- L'ajustement des limites de la zone UC de l'Anse-à-l'Ane
- La mise à jour de l'annexe relative aux servitudes d'Utilité Publique

ARTICLE 3 : Monsieur Jean-Michel ALONZEAU demeurant 36 Lot. Tropiques Didier 97200 Fort-de-France, désigné par le Président du Tribunal Administratif en qualité de Commissaire Enquêteur, est chargé de la conduite de cette enquête.

ARTICLE 4 : Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie des Trois-Ilets Service d'Urbanisme, du 9 Août au 10 Septembre 2004, aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier de modification du Plan Local d'Urbanisme et consigner éventuellement, ses observations sur le registre d'enquête ou les lui adresser par écrit à l'adresse indiquée à l'article 3 ou encore à la Mairie à son Attention

ARTICLE 5 : Le Commissaire Enquêteur recevra le public de 8 Heures à 12 Heures au d'Urbanisme situé à la rue Jules Ferry les :

- Vendredi 13 Août 2004
- Vendredi 20 Août 2004
- Vendredi 27 Août 2004
- Vendredi 03 Septembre 2004
- Vendredi 10 Septembre 2004

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai de l'enquête prévue par l'article 4, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur le Vendredi 10 Septembre 2004. Il disposera d'un délai de Trente (30) jours pour transmettre au Maire de la commune des Trois-Ilets, le dossier accompagné de son rapport et de ses conclusions motivées.

ARTICLE 7 : Une copie du rapport du Commissaire Enquêteur sera adressée à Monsieur le Préfet de la Région Martinique et au Président du Tribunal Administratif de Fort-de-France. Le rapport du Commissaire Enquêteur sera tenu à disposition du public ; à la Mairie (Service d'Urbanisme) aux jours et heures habituels

ARTICLE 8 : Un Avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié 15 jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête dans 2 journaux locaux distribués dans le Département.

Cet avis ainsi que le présent arrêté seront affichés à la Mairie et au service d'Urbanisme

Fait à Trois-Ilets, le 19 Juillet 2004

Le Maire F.F

A. ALTIUS

Département MARTINIQUE
Canton TROIS-ILETS
Commune TROIS-ILETS

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité – Fraternité

DEPARTEMENT DE LA MARTINIQUE

COMMUNE DES TROIS-ILETS

Arrêté N° 01/2016/URBA/CNE

**PORTANT SUR L'OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE LA 5^{ème}
MODIFICATION DU PLA LOCAL D'URBANISME ARRETE DE LA VILLE DES TROIS-ILETS**

Le maire,

Vu le Code des Collectivités Territoriales

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36, L.153-37 et L.153-41,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants,

Vu la décision n° E16000011/97 de M. le Président du Tribunal Administratif de Fort-de-France en date du 31/03/2016 désignant les commissaires enquêteurs titulaire et suppléant,

Vu la délibération en date du 10/12/2003 Approuvant le PLU,

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique

ARRETE :

Article 1er :

Il sera procédé à une enquête publique relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme approuvé de la commune des Trois-Ilets pour une durée d'un mois, du 18 juillet 2016 au 18 aout 2016.

Article 2 :

L'objectif est de faire évoluer le PLU afin de permettre la réalisation d'un nouveau complexe hôtelier sur le site de l'ancien hôtel « Kalenda » situé au lieu-dit le « Lazaret » à la Pointe du Bout.

Les modifications portent sur la redéfinition de la hauteur des bâtiments, la forme des toitures, la dimension des clôtures, l'aspect extérieur, les espaces verts et le stationnement sur le secteur UBT à vocation touristique.

D'autre part, il a été procédé à la réécriture de certains articles de la zone UB (articles 6 et 7, 11 et 12) afin de faciliter leurs mises en œuvre dans le cadre de l'instruction des autorisations du droit des sols.

Article 3 :

Le Président du Tribunal Administratif de Fort-de-France a désigné Madame Ghislaine LERIDER, enseignante, demeurant Morne Raquette Logt n°2 LE VAUCLIN (97280), en qualité de commissaire-enquêteur titulaire et Monsieur Jean-de-Dieu ARMEDE, agent de recherche, Gendarme retraité, demeurant Fond Masson RIVIERE-SALEE (97215) en qualité de commissaire-enquêteur suppléant

Article 4 :

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur, seront déposés à la mairie des Trois-Ilets aux heures habituelles d'ouverture de la Mairie, 21 juillet 2016 au 21 aout 2016 inclus.

Article 5 :

Le public pourra prendre connaissance du dossier de modification du plan local d'urbanisme et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête.
Il lui sera également loisible d'adresser ses observations écrites au commissaire-enquêteur à la Mairie.

Article 6 :

La réception du public par le commissaire-enquêteur s'effectuera à la Mairie (salle de réunion du service technique) le lundi et le jeudi de 9 heures à 14 heures.

Article 7 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 4, le registre sera clos et signé par le commissaire-enquêteur qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre au maire de la commune des Trois-Ilets son rapport joint au dossier intégrant ses conclusions motivées.

Article 8 :

A l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur à la Mairie.

Article 9 :

Une copie du rapport du commissaire-enquêteur sera adressée à M. le Préfet du Département de la Martinique.

Article 10 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans les journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché notamment à la Mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la commune des Trois-Ilets.

Article 11 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Préfet,
- M. le Sous-Préfet.
- M. le Président du Tribunal Administratif

Fait à Trois-Ilets, le 27/06/2016.



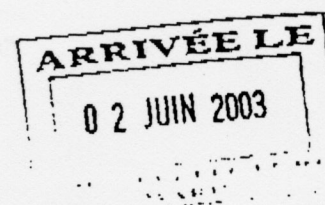
Le Maire

A. RENE-CORAIL



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

COMMUNE DES TROIS-ILETS



ARRETE DU MAIRE

PRESCRIVANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE POUR LA REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DES TROIS-ILETS

Le Maire,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123.4, R123.34 :

VU la loi 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement :

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 10 septembre 1997 :

VU l'ordonnance du Tribunal Administratif en date du 7 mai 2003 désignant Madame Simone ZAMORD demeurant 2, rue Fontaine Coco, Ermitage, 97200 FORT DE-FRANCE en qualité de Commissaire Enquêteur.

ARRETE

Article 1 : Il sera procédé à une enquête publique pour la révision du Plan d'Occupation des Sols de la Commune des Trois-Ilets, pour une durée de 33 jours à compter du 23 juin 2003.

Article 2 : Madame Simone ZAMORD domiciliée au 2, rue Fontaine Coco, Ermitage, 97200 FORT-DE-FRANCE, exerçant la profession d'enseignante a été désignée en qualité de Commissaire Enquêteur par le Président du Tribunal Administratif.

Article 3 : Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie, salle de réunion du Service Urbanisme pendant 33 jours consécutifs, aux jours et heures habituels d'ouverture du service pour la période allant du 23 juin au 26 juillet 2003 inclus.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et y consigner éventuellement ses observations sur le registre ou encore les adresser au Commissaire Enquêteur.

Article 4 : Le Commissaire Enquêteur recevra le public les jours suivants :

Lundi :

- 23 juin }
• 7-21 juillet } **de 14 H 30 à 17 h 30**

Jeudi :

- 17 juillet } **de 14 H 30 à 17 h 30**

Samedi :

- 28 juin }
• 5-12-19-26 juillet } **de 8 H 30 à 11 H 30**

Article 5 : A l'expiration du délai de l'enquête publique prévue à l'article 3, le registre sera clos et signé par le Commissaire Enquêteur qui disposera d'un délai de 30 jours pour transmettre au Maire son rapport dans lequel figurera ses conclusions motivées.

Une copie de ce rapport sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Région Martinique.
- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement du Sud
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif.

Le rapport et les conclusions seront tenus à la disposition du public à la Mairie. Les personnes intéressées pourront en obtenir la communication dans les conditions prévues au Titre I de la loi du 17 juillet 1978.

Article 6 : Un avis au public faisant connaître, l'ouverture de l'Enquête Publique sera publié quinze (15) jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit (8) jours après.

Cet avis sera affiché notamment à la Mairie et publié par tout autre procédé dans la Commune des Trois-Ilets. Ces publicités seront justifiées par un certificat du Maire.

Un exemplaire des journaux dans lesquels seront publiés l'Avis et l'Arrêté sera annexé au dossier soumis à l'enquête :

- Avant l'ouverture de l'enquête pour ce qui est de la première insertion,
- Au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

Fait aux Trois-Ilets, le 30 mai 2003.



Le Maire

A. RENE-CORAIL

AVIS AU PUBLIC

COMMUNE DE TROIS-ILETS

Mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme

Par DCM du 20/03/2015

Le Maire de la commune des Trois-Ilets a ordonné de procéder à la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°4 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de TROIS-ILETS.

Le projet de modification simplifiée n°4 du plan local d'urbanisme (PLU) porte sur les points suivants :

Correction des erreurs matérielles apparues lors de la 3^{ème} modification :

- Le règlement de la zone UA de la 3^{ème} modification, fait apparaître un secteur UAa qui n'existe pas,
- La délimitation au sein de la zone N d'un secteur Ne dans lequel l'extraction de l'argile est autorisée est un des objectifs acté par la 1^{ère} modification, n'apparaît pas dans la réglementation de la 3^{ème} modification,
- Zone UB, Article UB 11 « Aspect extérieur » : L'obligation d'une inclinaison de 15° n'a pas été précisée dans l'article UB. 11.3. de la 3^{ème} modification.

A cet effet,

Le dossier du projet de modification simplifié n°4 et l'exposé de ses motifs seront mis à la mise à disposition du public comme suit :

- période : du 20/04/2015 au 20/05/2015
- lieu : la Mairie de Trois-Ilets (Service urbanisme, bâtiment du service technique),
- heures : du lundi au vendredi , de 8h à 13h, les lundi et jeudi après midi de 15h à 17h.

Un registre permettant au public de consigner ses observations sera ouvert aux mêmes lieux, jours et plages horaires que ceux indiqués ci-dessus

A l'issue de la mise à disposition, le Maire en présentera le bilan devant le Conseil municipal, qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Trois-Ilets le 08/04/2015

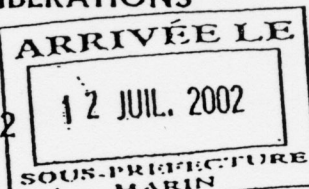
Le Maire

Arnaud RENE-CORAIL

Arrondissement
MARIN
Canton
TROIS-ILETS

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 03 JUILLET 2002



en exercice 29
de présents 17
de votants 17

L'an deux mille deux et le mercredi trois juillet à dix huit heures trente minutes,
le conseil municipal de la Commune des TROIS-ILETS s'est réuni en séance
ordinaire au lieu normal de ses séances, après convocations légales, sous la
présidence de M. Arnaud RENÉ-CORAIL, Maire.

OBJET

ARRÊT

PLAN

LOCAL

D'URBANISME

Présents : Arnaud RENE-CORAIL, Adrien ALTIUS, Lise M'GIALA, Mathurin ALEXANDRE-ALEXIS, Denise GUILLOIS, Sonia ACHILLE, Alphonse PINVILLE, Elise ANNETTE, Karine GALY, Rodolphe DINALLE, Aline OURMIAH, Jules ACCUS, Roger DONGAR, Esther MAIKOOUVA, Luc SIMON, Emmanuel POULLET, René GALY.

Absente excusée : Christiane PATRICE, Jacqueline RICHEPI

Absents : Jean-Pierre LACLEF, Moïse SIOUL, Annette HABRAN, Valentin CARPOT, Nadia TARDIF, Marlène MAÏKOOUVA, Robert BRELEUR, Marie-Geneviève PINTO, Joé YANG-TING, Wilbert HABRAN.

M. Roger DONGAR a été élu pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le et que la convocation du conseil avait été faite le

Le Maire,

Monsieur le Maire rappelle qu'en septembre 1997, le conseil municipal des Trois-Ilets prenait la décision de mettre en révision le Plan d'Occupation des Sols qui avait été approuvé le 20 juillet 1993. Quoique très avancés, les travaux n'ont pas pu aboutir avant Décembre 2001, à l'arrêt du P.O.S avant l'entrée en vigueur de la loi S.R.U (Solidarité et Renouvellement Urbain) qui nous impose l'élaboration du P.L.U.

Les nouvelles dispositions d'élaboration ont amené la municipalité à effectuer les étapes primaires qui ont consisté à :

- prendre en compte et à valider les travaux du groupe de travail P.O.S
- approfondir et à affiner les travaux en sous-groupe de travail
- mettre en place dans le courant du mois de septembre la concertation préalable
- élaborer le P.A.D.D (Projet d'Aménagement de Développement Durable) et à le faire approuver par le conseil municipal
- prendre connaissance des documents graphiques et administratifs définissant le zonage du territoire
- réunir le groupe de travail pour valider les travaux avant que le conseil municipal ne prenne la délibération portant arrêt du Plan Local d'Urbanisme.

Quoique la nouvelle réglementation n'impose pas la tenue d'une réunion du groupe de travail pour l'arrêt du P.L.U, mais soucieux d'avoir l'appréciation des différents services, le maire a convoqué le 15 Mai 2002 une réunion pour la présentation des documents.

La discussion générée par ces documents a amené le groupe de travail à différer la décision d'arrêt du P.L.U, estimant que le zonage mériterait d'être reconsidérer et que, quoique respectant les principes fondamentaux imposés par la loi :

- principe d'équilibre
- principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale
- principe de respect de l'environnement

Le P.A.D.D. qui est un document clé du PLU nécessiterait d'être complété par la prise en compte de certains projets.

Ainsi, toujours animé de cette volonté de mener à terme la révision du P.O.S devenu P.L.U, le maire, sur proposition du service d'urbanisme sollicite de l'ADUAM et de la Direction Départementale de l'Équipement, la tenue d'une réunion de travail au cours de laquelle il a été possible :

- de revoir le zonage du PLU
- de passer au peigne fin le règlement
- de préciser les manquements du PADD

Tout ceci dans le souci de favoriser la prise en compte de la politique municipale dans les domaines économique, urbain, social, et environnemental.

Toujours dans la perspective de réaliser un document respectant la réglementation, il est prévu le 1^{er} juillet 2002, que le maire réponde à une invitation du conseil régional, qui en sa qualité de collectivité publique associée a souhaité organiser une réunion de travail pour la prise en compte de ses observations.

Une fois que ces observations auront été enregistrées et matérialisées, l'ADUAM procédera à la refonte cartographique ainsi qu'à la rédaction définitive des autres documents d'urbanisme : (règlement, PADD, et annexes), puis le conseil municipal prendra la délibération portant arrêt du Plan Local d'Urbanisme dans lequel seront consignées les dispositions réglementaires qui s'appliqueront à l'ensemble du territoire de la commune qui est divisée en zones :

- (U) urbaines
- (AU) dites zones à urbaniser
- (A) agricoles
- (N) naturelles

La plus grande particularité de ce document réside en la suppression des zones NB (zone à faible densité) et des zones NA (zone d'urbanisation future) pour être remplacées par une :

- zone N dans laquelle sera définie des zones N-h dans lesquelles les constructions à usage d'habitation pourront être autorisées en nombre limité, à condition que leur implantation ne porte pas atteinte à la préservation des milieux forestiers, ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages

- Zone AU qui est à caractère naturel, destinée à être ouverte à l'urbanisation. Dans cette catégorie de zone sont distinguées deux types en fonction d'une part du voisinage des réseaux publics, de l'autre de la capacité de ceux-ci à desservir les constructions implantées

Par ailleurs, la municipalité devra en application aux dispositions de la loi S.R.U, faire voter en une délibération intitulée : « Participation voie nouvelle » qui définira la participation des promoteurs mais aussi des particuliers quant au coût des travaux d'aménagement et de constructions de réseaux indispensables à l'urbanisation.

Une fois le P.L.U arrêté, ce document sera soumis aux différents services associés, avant la mise en enquête publique, l'objectif étant de doter la commune d'un document opposable aux tiers pour décembre 2002.

Monsieur GALY rappelle qu'il avait demandé de faire partie de la commission urbanisme, ainsi que du groupe de travail chargé de l'élaboration du Plan d'Occupation des Sols d'autant que Monsieur le Maire avait confirmé sa participation. Il regrette de n'avoir jamais été convié à cette séance de travail traitant de la rédaction du Plan Local d'Urbanisme.

Il est précisé à Monsieur GALY, que comme cela a été dit plus haut les travaux d'élaboration du document, anciennement dénommé Plan d'Occupation des Sols, étaient quasiment terminés à la fin de l'année 2 000. Alors que les dispositions de la loi Solidarité Renouvellement Urbain introduisant le Plan Local d'Urbanisme ayant rattrapé celles du P.O.S., il a fallu mettre le dossier en conformité avec les nouvelles loi à partir de la consultation au public. Il n'y avait pas lieu d'organiser de groupe de travail pour le soumettre au Conseil pour l'arrêt des travaux.

Après discussions et échanges de vues, Monsieur GALY souhaitant plus de clarté et de précisions de la part de l'Etat en ce qui à trait aux couleurs différenciant les diverses zones, fait part de son souhait de s'abstenir.

Le Maire met aux voix la décision d'arrêter les travaux du P.L.U., le conseil à l'unanimité des membres présents, moins une abstention, se prononce favorablement pour l'arrêt du Plan Local d'Urbanisme.

Pour Copie Conforme et Certification
du Caractère Exécutoire de la Délibération
Trois-Ilets, le 10 Juillet 2002
Le Maire, F.F.



A. ALTIUS

Arrondissement

MARIN

Canton

TROIS-ILETS

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 10 DECEMBRE 2003

ARRIVÉE I.E

- 8 JAN. 2004

Sous-préfet I.E.
MARIN

en exercice 29
de présents 18
de votants 19

L'an deux mille trois et le mercredi dix décembre à dix huit heures trente minutes, le conseil municipal de la Commune des TROIS-ILETS s'est réuni en séance ordinaire au lieu normal de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Arnaud RENÉ-CORAIL, Maire.

OBJET

APPROBATION

P.L.U.

COMMUNE

TROIS-ILETS

Présents : Arnaud RENÉ-CORAIL, Lise M'GIALA, Mathurin ALEXANDRE-ALEXIS - Denise GUILLOIS - Sonia ACHILLE - Alphonse PINVILLE - Elise ANNETTE - Rodolphe DINALLE - Jules ACCUS - Moïse SIOUL - Valentin CARPOT - Roger DONGAR - Robert BRELEUR - Esther MAIKOOUVA - Marie Geneviève PINTO - Luc SIMON - Jacqueline RICHEPI - René GALY

M. Jean -Pierre LACLEF a donné procuration à Mme Sonia ACHILLE

Absents excusés : Adrien ALTUS - Aline OURMIAH - Nadia LEBOS - Marlène MAIKOOUVA - Emmanuel POULLET

Absent : Karine GALY - Annette HABRAN - Christiane PATRICE - Joé YANG TING - Wilbert HABRAN

M. Jules ACCUS a été élu pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

Le Maire certifie que ledit - compte rendu de cette délibération a été affiché à l'apport de la Mairie le
et que la convocation du conseil avait été faite le
Le Maire,

Le Maire,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 123-10 et R. 123-25 ;

VU la délibération en date du 18 juillet 2001 fixant les modalités de la concertation ;

VU les éléments du porter à la connaissance transmis par le représentant de l'Etat dans le département ;

VU le débat organisé le 13 décembre 2001 au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable ;

VU la délibération en date du 13 décembre 2001 tirant bilan de la concertation ;

VU la délibération en date du 3 juillet 2002 arrêtant le projet du P.L.U. ;

VU les avis des personnes publiques consultées sur le projet de P.L.U. arrêté en application de l'article L. 123-9 du Code de l'Urbanisme ;

VU l'arrêté du Maire du 5 mai 2003 soumettant le projet de P.L.U. à enquête publique ;

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 23 juin au 26 juillet 2003 ;

VU les conclusions et le rapport du commissaire-enquêteur ;

VU le relevé de conclusion dressé à l'issue de la séance de travail entre l'Etat et la commune en Sous-Préfecture le 15 juillet 2003 ;

Après avoir entendu l'exposé du Maire ;

CONSIDERANT que le projet de P.L.U. a fait l'objet de modifications qui ne remettent pas en cause l'économie générale du P.L.U., tel qu'il a été soumis à enquête publique ;

Le conseil municipal à l'unanimité des membres présents moins 6 abstentions, après avoir délibéré :

APPROUVE le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente,

DIT que conformément aux articles R. 123.24 et R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, ainsi qu'une publication au recueil des actes administratifs en application des articles R. 2121-10 et R. 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

INFORME que le P.L.U. approuvé est tenu à la disposition du public en mairie des Trois-Ilets ;

La présente délibération est exécutoire dans les conditions définies à l'article L. 123.12 et après l'accomplissement des mesures de publicité (affichage en mairie et mention de cet affichage dans un journal).

Pour Copie Conforme et Certification
du Caractère Exécutoire de la délibération
Trois-Ilets, le 07 Janvier 2004

 Le Maire,

RENÉ-CORAIL

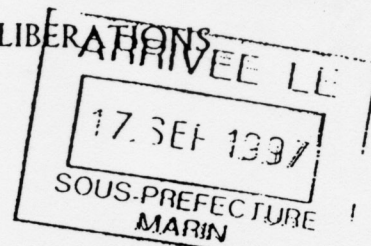
Département
MARTINIQUE
Arrondissement
MARIN
Canton
TROIS-ILETS

COMMUNE DE TROIS-ILETS

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

du 10 SEPTEMBRE 1997



en exercice	27
de présents	18
de votants	18

L'an mil neuf cent quatre vingt dix sept et le mercredi dix septembre à dix huit heures trente minutes, conseil municipal de la commune des TROIS-ILETS étant réuni au lieu ordinaire de ses séances après convocation légale, sous la présidence de M. RENE-CORAIL Arnaud, Maire.

OBJET

MISE EN REVISION DU P.O.S. DES TROIS-ILETS

Présents : Arnaud RENE-CORAIL, Alex ALLARD-SAINT-ALBIN, André BOUTIN, Adrien ALTIUS, Jean-Claude LUNG-FOU-AFAU, Alphonse PINVILLE, Mathurin ALEXANDRE-ALEXIS, Arsène RENCOT, Emmanuel POULLET, Michel PATRICE, Rodolphe DINALLE, Christian CARBETI, Gilbert FADEAU. Mmes Nelly RISSAC, Elise ANNETTE, Aline OURMIAH, Lise N'GUELA.

Présent par procuration : Valentin CARPOT

Absents excusés : Guy BERNIAC

Absents : MM. André SCHOLASTIQUE, Robert BRELEUR, Christiane PATRICE, Alphonse APOLE, Josiane HIERO, Jean-Claude LANDES, Wilbert HABRAN, Hector THESEE

Le Maire certifie que ci - compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le et que la convocation du conseil avait été faite le

Le Maire,

Un scrutin a eu lieu, Mme Aline OURMIAH, a été élue pour remplir les fonctions de secrétaire

Monsieur le Maire expose qu'en approuvant le P.O.S. en juillet 1993, la municipalité voulait se doter d'un document d'urbanisme pour travailler et mieux concevoir le développement urbain et économique de la commune.

Cependant, dès Août 1994, il s'est avéré indispensable d'apporter des modifications au P.O.S., afin de répondre aux besoins de la collectivité, mais aussi ceux des particuliers.

Aujourd'hui, nous constatons que le P.O.S., approuvé en 1993 et modifié en 1994, ne répond toujours pas aux besoins de la collectivité :

- projet de viabilisation
- évolution des constructions sur le territoire communal

Aussi, pour favoriser l'expansion économique, le conseil municipal devrait envisager une mise en révision du P.O.S., tout en veillant à sauvegarder les parcelles agricoles et naturelles, ainsi que les emplacements réservés aux équipements publics et aux ouvrages d'intérêt général.

Courrier arrivé

10 SEP 1997

ADUAN

104970

Une mise en révision du P.O.S. doit satisfaire aux dispositions légales et réglementaires du Code de l'Urbanisme.

La loi du 7 Janvier 1983 portant transfert de compétences en matière d'urbanisme nécessite :

↳ la prise au préalable d'une délibération du Conseil municipal définissant les modalités d'association de personnes publiques autres que l'Etat à savoir :

- Le Conseil Général
- Le Conseil Régional
- La Chambre des métiers
- La Chambre de Commerce et d'Industrie
- La Chambre d'Agriculture
- Les Maires des communes limitrophes.

↳ que le Maire propose cette association sous forme de réunions, avant que le P.O.S. ne soit arrêté par le conseil municipal.

↳ que le Maire fixe lui même la date de ces réunions qui se dérouleront en présence des services de l'Etat, dont la liste aura été arrêtée conjointement avec le Préfet.

Par ailleurs, la loi d'aménagement et d'urbanisme du 18 juillet 1985 prévoit :

↳ la mise en place d'une concertation associant, pendant toute la durée de la révision du P.O.S., les habitants, les Associations locales, et les autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole.

↳ que le Maire organise cette concertation sous forme de « réunions débats », à fréquence qui pourrait être trimestrielle.

Le conseil municipal après discussions et échanges de vues :

VU le Code de l'Urbanisme, Article L.123-3 modifié par la loi n°83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes les Départements, les Régions et l'Etat, complété par la Loi n° 83-663 du 22 Juillet 1983, d'une part. Et, les articles R.123-2, R.123-3, R.123-6 tels que modifiés par le Décret n° 83-813 du 9 septembre 1983, d'autre part ;

VU le Décret n° 83-851 du 23 Septembre 1983 relatif à l'entrée en vigueur des textes sus-visés ;

PRESCRIT la mise en révision du P.O.S. de la Commune ;

APPROUVE les propositions du Maire et le charge de notifier la délibération aux personnes publiques autres que l'Etat ainsi qu'aux Maires des communes limitrophes.

INVITE le Maire à :

↳ prendre toutes les dispositions nécessaires pour engager les études et conduire la procédure

AUTORISE le Maire à :

↳ confier la révision du P.O.S. à l'A.D.U.A.M.

Pour Copie Conforme et Certification
Caractère Exécutoire de la Délibération
Trois-Ilets, le 16 Septembre 1997

Le Maire,



A. RENE-CORAIL

Arrondissement
MARIN
Canton
TROIS-ILETS

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 12 DECEMBRE 2012



en exercice
de présents
de votants

29
18
21

L'an deux mille douze et le mercredi douze décembre à dix huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de commune des TROIS-ILETS s'est réuni en séance ordinaire au lieu normal de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Arnaud RENE-CORAIL, Maire.

OBJET

MODIFICATION
DU PLAN LOCAL
D'URBANISME
(PLU)

Présents : M. le Maire, Arnaud RENE-CORAIL, Mmes et MM. Karine GALY, Joë YANG-TING, Denise GUILLOIS, Emmanu POULLET, Sonia ACHILLE, Mathurin ALEXANDRE-ALEXIS, Jacqueline RICHEPI, Rodolphe DINALLE, René GALY, Rog DONGAR, Jean-Claude CARBETY, Annette HABRAN, Marthe ROUVEL, Jules ACCUS, Jeany ZOZIME-THAMAR, Maryse COLOMBI RAGOO, Clément JEAN-ALPHONSE

Ont donné Procuration : M. Jean-Pierre LACLEF à Mme Karine GALY
M. Eric CHALONO à M. Joë YANG-TING
Mme Armide HENDERSON à M. Arnaud RENE-CORAIL

Absente excusée : Mmes Elise ANNETTE

Absents : Mmes et MM. Alphonse PINVILLE, Gina CHRISTOPHE-HAYOT, Moïse SIOUL, Lise N'GUELA-MORELLON, Robt RENE-CORAIL, Gérard DUMEUR, Aline PINVILLE

Madame Annette HABRAN a été désignée pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions modifiée,

Vu la délibération du 10 décembre 2003 approuvant le PLU modifié les 13 octobre 2004 et 14 octobre 2009,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une troisième modification du PLU,

Vu l'arrêté municipal du 01 août 2012 soumettant la modification à enquête publique,

Vu les conclusions du rapport d'enquête publique établi par Mme Marie GILOT, Commissaire-enquêteur,

Vu le rapport du Maire relatif à l'approbation du PLU, conformément à l'article L.123-13

Le Conseil Municipal,

DECIDE

Article 1 : D'approuver la modification du PLU, telle qu'annexée à la présente

Article 2 : La présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R. 123-25 du Code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal local

Article 3 : Conformément à l'article 123-10 du Code de l'urbanisme, le PLU modifié sera tenu à la disposition du public en mairie, ainsi qu'à la Sous - Préfecture du Marin et au service de la DEAL.

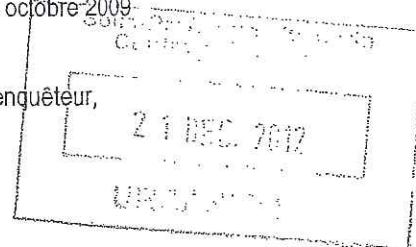
Article 4 : Mandat est donné au Maire pour la mise en œuvre et le suivi de la présente délibération.

Pour Copie Conforme et Certification
du Caractère Exécutoire de la Délibération
Trois-Ilets, le 13 décembre 2012

Le Maire,



Arnaud René - Corail



EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DU VENDREDI 20 MARS 2015

en exercice
de présents
de votants

28 L'an deux mille quinze et le vendredi vingt mars à dix neuf heures minutes, le Conseil Municipal de la commune des
22 TROIS-ILETS s'est réuni en séance ordinaire au lieu normal de ses séances, après convocation légale, sous la
26 présidence de M. Arnaud René-Corail, Maire.

OBJET

MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Présents : M. le Maire, Arnaud René-Corail, Mmes et MM. Jean-Claude Carbéty, Marthe Rouvel, Nadia Accus-Adaine, Nathalie Grat, Willy Habran, Myriam Pinville, Serge Pain, Josiane Pinville, Robert René-Corail, Carole Boulet, Alexandre Cluzel, Valérie Hierso, René Galy, Ghislaine Artigot, Daniel Breleur, Adrien Altius, Serge Sainte-Rose, Christelle Moucle, Marlène Maïkoouva

Ont donné procuration : M. Jean-Yves Audibert à Mme Myriam Pinville
Mme Denise Guillois à M. Jean-Claude Carbéty
M. Clément Jean-Alphonse à M. Robert René-Corail
M. Joé Yang-Ting à M. Serge Sainte-Rose
M. Jérôme Padra à Mme Carole Boulet
M. Antonio Jaïr à Mme Josiane Pinville

Absente excusée : Mme Annette Habran

Absents : Mmes Denise Guillois, Maryse Ragoo, MM. Jean-Yves Audibert, Clément Jean-Alphonse, Joé Yang-Ting, Jérôme Padra, Antonio Jaïr

Mme Myriam Pinville a été désignée pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions modifiée,

Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012, entrée en vigueur le 1 janvier 2013, portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, modification et de révision des documents d'urbanisme,

Vu le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 110, L. 123-13; L. 123-13-2,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10/12/2003,

- 1^{ière} modification approuvée le 20/12/2004
- 2^{ème} modification approuvée le 14/10/2009
- 3^{ème} modification approuvée le 12/12/2012

Considérant le rapport du Maire expliquant qu'il y a lieu de corriger des erreurs matérielles apparues dans le règlement de la 3^{ème} modification du PLU :

- Le règlement de la zone UA de la 3^{ème} modification, fait apparaître un secteur UAa qui n'existe pas,
- La délimitation au sein de la zone N d'un secteur Ne dans lequel l'extraction de l'argile est autorisée est un des objectifs acté par la 1^{ère} modification, n'apparaît pas dans la réglementation de la 3^{ème} modification,
- Zone UB, Article UB 11 « Aspect extérieur » : L'obligation d'une inclinaison de 15° n'a pas été précisée dans l'article UB. 11.3. de la 3^{ème} modification,

Le Conseil municipal,

DECIDE

Article 1 : D'autoriser M. le Maire à engager la procédure de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Trois-Ilets, conformément aux dispositions de l'article L.123-13-3, du Code de l'Urbanisme en vue de rectifier le règlement suite à des erreurs matérielles :

- Le règlement de la zone UA de la 3^{ème} modification, fait apparaître un secteur UAa qui n'existe pas,

- La délimitation au sein de la zone N d'un secteur Ne dans lequel l'extraction de l'argile est autorisée est un des objectifs acté par la 1ère modification, n'apparaît pas dans la réglementation de la 3ème modification,

- Zone UB, Article UB 11 « Aspect extérieur » : L'obligation d'une inclinaison de 15° n'a pas été précisée dans l'article UB. 11.3. de la 3ème modification.

Article 2 : il sera procédé à la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de TROIS-ILETS pour une durée de trente et un (31) jours consécutifs, du 20 avril 2015 jusqu'au 20 mai 2015.

Article 3 : Le dossier du projet de modification simplifiée n°4 et l'exposé de ses motifs seront mis à disposition du public comme suit :

- Période : du 20/04/2015 au 20/05/2015
- Lieu : la Mairie de Trois-Ilets (Service urbanisme - bâtiment du service technique)
- Heures : du lundi au vendredi de 8h à 13h, les lundi et jeudi après midi de 15h à 17h

Article 4 : Un registre permettant au public de consigner ses observations sera ouvert aux mêmes lieu, jours et plages horaires que ceux indiqués à l'article 3 ci-dessus.

Article 5 : Un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée n° 4, le lieu, les jours et heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations est publié en caractères apparents, dans un journal diffusé dans le département et affiché en mairie.

L'avis est publié 8 jours au moins, avant le début de la mise à disposition du public, et affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition.

Article 6 : A l'issue de la mise à disposition, le Maire en présentera le bilan au Conseil municipal, qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Pour Copie Conforme et Certification
du Caractère Exécutoire de la Délibération
Trois-Ilets, le 07 avril 2015

Le Maire,



Arnaud René-Corail

MARIN

Canton

TROIS-ILETS

Sous-Préfecture de la Région
Contrôle de légalité
REÇU LE

11 OCT. 2016

DU CONSEIL MUNICIPAL
DU JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016
N° 76/2016

ARRIVÉE LE

11 OCT. 2016

SOUS-PRÉFECTURE
MARINen exercice
de présents
de votants

29 L'an deux mille seize et le jeudi vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune des
24 TROIS-ILETS s'est réuni en séance ordinaire au lieu normal de ses séances, après convocation légale, sous la
28 présidence de M. Arnaud RENE-CORAIL, Maire.

OBJET

**APPROBATION
DE LA SIEME
MODIFICATION
DU PLAN LOCAL
D'URBANISME**

Présents : M. le Maire, Arnaud RENE-CORAIL, Mmes et MM. Jean-Claude CARBETY, Marthe ROUVEL, Nadia ACCUS-ADAIINE, Jean-Yves AUDIBERT, Nathalie GRAT, Willy HABRAN, Myriam PINVILLE, Serge PAIN, Denise GUILLOIS, Robert RENE-CORAIL, Carole BOULET, Alexandre CLUZEL, Valérie HIERSO, René GALY, Ghislaine ARTIGOT, Jérôme PADRA, Annette HABRAN, Antonio JAÏR, Adrien ALTIUS, Jean-Luc MOSTOR, Serge SAINTE-ROSE, Joé YANG-TING, Marlène MAÏKOOUVA

Ont donné procuration : M. Clément JEAN-ALPHONSE à M. Robert RENE-CORAIL
Mme Josiane PINVILLE à Mme Nadia ACCUS-ADAIINE
M. Daniel BRELEUR à M. Jérôme PADRA
Mme Christelle MOUCLE à M. Serge SAINTE-ROSE jusqu'à 23H45

Absents excusés : Mmes et MM. Clément JEAN-ALPHONSE, Josiane PINVILLE, Daniel BRELEUR, Christelle MOUCLE, à partir de 23h45 : Adrien ALTIUS, Joé YANG-TING, Marlène MAÏKOOUVA, Serge SAINTE-ROSE

Absente : Mme Maryse RAGOO

Mme Annette HABRAN a été désignée pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions modifiée,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 10/12/2003, 1^{ère} modification approuvée le 13/10/2004, 2^{ème} modification approuvée le 14/10/2009, 3^{ème} modification approuvée le 12/12/2012, 4^{ème} modification approuvée par le Conseil municipal le 10 juin 2015,

Vu l'arrêté portant ouverture de l'enquête publique relative au projet de la 5^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme

Vu le bilan de la mise à disposition du dossier de la 5^{ème} modification simplifiée du PLU des Trois-Ilets,

Considérant que la mise à disposition du public du dossier de la 5^{ème} modification simplifiée qui s'est déroulée du 21 juillet au 21 août 2016 inclus n'a fait l'objet d'aucune observation,

Considérant que le dossier de la 5^{ème} modification simplifiée notifié aux personnes publiques qui s'est déroulée du 21 juillet au 21 août 2016 inclus n'a fait l'objet d'aucune observation,

Considérant que la 5^{ème} modification simplifiée du PLU des Trois-Ilets est prête à être approuvée conformément aux articles susvisés du code de l'Urbanisme,

Considérant que la mise à disposition du public du dossier de la 5^{ème} modification simplifiée étant achevée, qu'aucune observation n'a été transmise en mairie, ni inscrite sur le registre prévu à cet effet et que l'exemplaire du dossier notifié aux personnes publiques associées n'a fait l'objet d'aucune remarque, il convient maintenant d'approuver la 5^{ème} modification simplifiée pour sa mise en œuvre avec la prise en compte des observations du Commissaire enquêteur,

Après avoir délibéré à l'unanimité moins une abstention, le Conseil Municipal

DECIDE

Article 1 : D'approuver du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération. La 5^{ème} modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la Commune des Trois-Ilets, portant sur :

- La redéfinition de la hauteur des toitures, leurs formes, la dimension des clôtures, l'aspect extérieur, les espaces verts et le stationnement, sur le secteur UBT à vocation touristique.
- Profiter de cette modification pour réécrire certains articles de la zone UB (articles 6 et 7, 11 et 12) dont l'application s'avère complexe lors des instructions des permis de construire.

Article 2 : conformément aux articles R123-24 et R123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie.

Article 3 : La présente délibération, accompagnée du dossier de la 5^{ème} modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme, sera transmise à la sous-préfecture du Marin

Article 4 : La présente délibération sera exécutoire qu'à compter de sa réception en Sous-Préfecture et sous réserve de l'accomplissement des formalités de publicité.

Article 5 : Mandat est donné au Maire pour la mise en œuvre et le suivi de la présente délibération.

Pour Copie Conforme et Certification
du Caractère Exécutoire de la Délibération
Trois-Ilets, le 05 octobre 2016

Le Maire,

Arnaud René-Corail



SOMMAIRE

<i>1) Prescription de la modification par le Conseil Municipal</i>	p. 3
<i>2) Notification au Préfet et aux Personnes Publiques Associées (avis)</i>	p. 4
<i>3) Pièces administratives</i>	p. 10
▪ <i>Décision du Tribunal Administratif – désignation du Commissaire Enquêteur</i>	p. 11
▪ <i>Communication décision désignation commissaire enquêteur</i>	p. 12
▪ <i>Arrêté prescrivant l'enquête publique</i>	p. 13
▪ <i>Mesures de publicité (France Antilles)</i>	p. 16
<i>4) Rapport du commissaire enquêteur</i>	p. 17
<i>5) Extrait du Procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal approuvant la modification du PLU (14 octobre 2009)</i>	p. 46

Arrondissement
MARIN

Canton
TROIS-ILETS

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 25 JUIN 2008



en exercice 29
de présents 26
de votants 20

L'an deux mille huit et le mercredi vingt cinq juin à dix huit heures trente minutes, le conseil municipal de la Commune des TROIS-ILETS s'est réuni en séance ordinaire au lieu normal de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Arnaud RENÉ-CORAIL, Maire.

OBJET

APPROBATION

MODIFICATIONS

PLAN LOCAL
D'URBANISME

Présents : Arnaud RENÉ-CORAIL, Karine GALY, Joë YANG-TING, Denise GUILLOIS, Emmanuel POULLET, Sonia ACHILLE, Mathurin ALEXANDRE-ALEXIS, Elise ANNETTE, Jean-Pierre LACLEF, Alphonse PINVILLE, René GALY, Aline DURMIAH, Roger DONGAR, Gina CHRISTOPHE-HAYOT, Jean-Claude CARBET, Annette HABRAN, Erick CHALOND, Marthe DUFRENOT, Patrick HEYDT, Moïse SIOUL, Lise M'GUELA, Robert RENÉ-CORAIL, Maryse COLOMBE-RAGOD, Gérard DUMEUR, Aline PINVILLE, Clément JEAN-ALPHONSE

Absentes : Nadia LEBOS, Evelyne MIRTA, Armide HENDERSON

Madame Sonia ACHILLE a été élue pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le
et que la convocation du conseil avait été faite le
Le Maire,

Monsieur le Maire rappelle que la commune de Trois-Îlets a souhaité faire évoluer le document d'urbanisme applicable (le P.L.U.), une modification a été prescrite sur deux secteurs, Vatable/route de Beaufond et Fond Mulâtre.

La procédure de modification a été retenue afin de reclasser plusieurs parcelles situées en zones à urbaniser et urbain en zone agricole dans un but de préservation des espaces agricoles de la Commune. Il s'agira également de reclasser la parcelle I 407 et une partie de la parcelle I 408 classées UD au PLU en zone NH. Le dernier modificatif consistera à déplacer l'emplacement réservé n° 15.

Toutefois, dans le secteur de Beaufond, lors de la mise en place du P.L.U. certaines zones sont passées en zone constructible, les familles concernées veulent maintenir leur terrain en Zone Agricole et demandent à la Commune de procéder à cette modification car elles sont taxées lourdement du fait de ces reclassements non souhaités ou maintenus.

Le Conseil, à l'unanimité donne mandat au Maire pour procéder aux modifications du PLU, telles que demandées par ces familles.

Pour Copie Conforme et Certification
du Caractère Exécutoire de la Délibération
Trois-Îlets, le 03 Juillet 2008
Le Maire,
A. RENÉ-CORAIL



Notification au Préfet et aux personnes publiques associées

-

Avis des services



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION MARTINIQUE



Direction de l'agriculture et
de la forêt de la Martinique

Service eau et environnement

Jardin Desclieux
B.P. 642
97262 FORT-DE-FRANCE

Monsieur le Maire de la ville des Trois Îlets
Hôtel de ville
Rue Jules FERRY
97229 TROIS ILETS

Arrivée 017812	Ville des Trois-Îlets
Avis sur 2 ^{ème} modification du PLU	
Reçu : 23/01/2009	
Rép : 13/03/2009	
URBA	

Dossier suivi par :
Jocelyne COLONNETTE

Tél. : 05 96 71 20 01
Fax : 05 96 71 20 39

V/Réf : URBA/1108/SU

N/Réf. :

R:\EEM_Urbanisme\POS-
PLU_enProjet\avisplu_kc_0109_2ème_
modif_3ILETS.doc

Mél : jocelyne.colonnette @agriculture.gouv.fr

Objet : Avis sur 2^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Fort-de-France, le 6 janvier 2 009

Monsieur le Maire,

J'ai bien reçu votre courrier ci-dessus référencé par lequel vous souhaitez recueillir mon avis sur le projet de modification du PLU de votre commune.

Conformément aux dispositions de l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, les observations que je serai amené à formuler sur ce dossier dans le cadre de mes compétences propres, vous parviendront au titre de l'avis des services de l'Etat émis par le Sous-Préfet de votre arrondissement.

Veuillez agréer Monsieur le maire, l'expression de ma considération distinguée.


Le Directeur de l'Agriculture et de la Forêt,

Jérôme FROUTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Lamentin, le 8 décembre 2008

Arrivée 017167	Ville des Trois-Îlets
Avis concernant la 2ème modification	
Reçu : 17/12/2008	
Rép : 04/02/2009	
URBA	

Monsieur le Maire
Mairie des Trois Îlets
Rue Jules FERRY
97229 LES TROIS-ILETS

Le Président

Réf : 00812709/JM

Objet : Avis concernant la 2ème modification du Plu

Dossier suivi par Pôle Environnement et gestion du territoire

Courriel : suad2.chambagri.martinique@wanadoo.fr

Monsieur le Maire,

Dans votre courrier du 12 novembre 2008, vous nous notifiez le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme actuellement en cours sur votre commune. Ce projet concerne le reclassement en zone A et en zone Nh de parcelles anciennement classées en zone Au et UD au PLU approuvé le 20 décembre 2004.

Ces modifications allant dans le sens d'une augmentation et d'une préservation de surfaces à vocation agricole, nous apportons un avis favorable à cette démarche.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de notre considération distinguée.

- original à l'urbanisme
- copie des Plu /xc
- " des Cham. d'Agricul.

Le Président,



Louis-Daniel BERTOME



N/ Référence N° : 325/09/GE/CE/DS

V/ Référence N° : URBA/1108/SU

V/ Lettre du : 12 novembre 2008

Service : Juridique et Patrimoine

Affaire suivie par : Madame Dalila SANDOT

PJ :

Le Président à

Monsieur le Maire
MAIRIE DES TROIS-ILETS
Rue Jules FERRY
97229 LES TROIS-ILETS

Objet : Avis sur le Plan Local d'Urbanisme

Rivière-Salée,
Le 30 JAN. 2009

Monsieur le Maire,

L'analyse des documents montre que les modifications portent principalement sur des terrains qui reviennent en zone agricole et la modification de la zone 1 AU pour permettre aux équipements hospitaliers de s'exonérer de la contrainte de hauteur.

Par conséquent, je n'ai aucune observation particulière sur ce projet de modification.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.



Le Président du S.I.C.S.M.

Gilbert EUSTACHE


Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique
Avenue des Ecoles – 97215 RIVIERE-SALEE
Tél : 0596 68 10 34 – Fax : 0596 68 21 58
N° SIREN : 259 720 035 / N° SIRET : 259 720 035 00031



Direction de la Protection de la Nature et des Paysages
Affaire suivie par Dominique AUGIER
Poste direct : 0696 31 01 34

Fort de France, le 15 MARS 2009

La Présidente

Arrivée 018365	Ville des Trois-Îlets
Modification du PLU des Trois-Îlets -	
Reçu : 24/03/2009	
Rép : 12/05/2009	
URBA	

A

Réf: 09 - 18 PL/DA

Monsieur le Maire
Mairie des Trois-Îlets

Armorique
Avesnois
Baillon des Vosges
Boucles de la Seine Normande
Brenne
Brière
Camargue
Caps et Marais d'Opale
Causse du Quercy
Chartreuse
Corse
Forêt d'Orient
Gâtinais Français
Grands Causse
Guyane
Haut-Jura
Haut-Languedoc
Haute-Vallée de Chevreuse
Landes de Gascogne
Livradois-Forez
Loire-Anjou- Touraine
Lorraine
Lubéron
Marais du Cotentin et du Bessin
Martinique
Massif des Bauges
Millevaches en Limousin
Montagne de Reims
Monts d'Ardèche
Morvan
Narbonnaise en Méditerranée
Normandie Maine
Oise-Pays de France
Perche
Périgord Limousin
Pilat
Pyrénées Catalanes
Queyras
Scarpe-Escaut
Vercors
Verdon
Vexin Français
Volcans d'Auvergne
Vosges du Nord

Objet : Modification du PLU des Trois-Îlets

Monsieur le Maire,

Dans le cadre du projet de modification du PLU de la commune des Trois-Îlets et en réponse à votre courrier, le Parc Naturel Régional de la Martinique donne :

- un **avis favorable** pour le classement en zone agricole des parcelles H 187, I 181 et I 182 et pour le classement en zone Nh des parcelles I 407 et I 408
- un **avis défavorable** pour la modification apportée au règlement. En effet, les projets de construction de l'EPAD et de l'hôpital se trouvent à proximité de la forêt Vatable ainsi que du projet de Réserve Naturelle Régionale de la Baie de Génipa. Compte tenu de l'intérêt paysager de ces deux sites, il est souhaitable que la hauteur des constructions soit limitée tel que définie actuellement dans le règlement et ce quelque soit le type de constructions (habitat ou équipements publics) afin qu'il y ait une meilleure intégration de ces bâtiments.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, mes sincères salutations

La Présidente

L. N'GUELA

Syndicat Mixte de Collectivités Territoriales du Parc Naturel Régional de la Martinique
Maison du Parc : Domaine de Tivoli B.P. 437 - 97205 Fort-de-France Cedex
☎ 05 96 64 42 59 - 📠 05 96 64 72 27
E-mail : pnrm@wanadoo.fr - Site : www.parc-naturel-martinique.fr

Arrivée 018196	Ville des Trois-Îlets
Avis relatif à la notification du dossier	
Reçu : 16/03/2009	
Rép : 04/05/2009	
URBA	



PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE

Laurent

Fort-de-France, le - 9 FEV. 2009

SECRETARIAT GENERAL

Direction de l'Environnement, du Contentieux,
des Finances et des Affaires Décentralisées
Bureau de l'Environnement et du Littoral

Affaire suivie par :
Murielle CHENIERE
Tél : 05 96 39 37 19
Fax : 05 96 39 37 63

murielle.cheniere@martinique.pref.gouv.fr

Le Préfet de la Région Martinique

à

Monsieur le Maire des TROIS ILETS
Hôtel de Ville
Rue Jules Ferry
97229 LES TROIS ILETS

N° 225

Objet : Avis relatif à la notification du dossier de la 2^{ème} modification du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune

Référ : Votre transmission du 12/11/2008 référencée URBA/1108/SU

Dans le cadre de la procédure de notification, vous m'avez fait parvenir, pour avis, un dossier relatif à la deuxième modification du plan local d'urbanisme (PLU) de votre commune, destinée à faire évoluer la réglementation applicable à plusieurs parcelles.

Ce document n'appelle pas d'observation particulière de ma part, la modification proposée étant conforme aux dispositions des articles L 123-13 et L 123-19 du code de l'urbanisme.

J'attire votre attention sur le fait que le dossier qui sera transmis au contrôle de légalité après enquête publique devra comporter toutes les pièces exigées par les articles L123-1 et suivants du code de l'urbanisme, notamment copie de la délibération du conseil municipal prescrivant la mise en œuvre de la révision.

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Région Martinique

Copie pour information à :

- M. le Directeur Départemental de l'Équipement
- M. le Sous Préfet du Marin
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- M. le Directeur de l'Agriculture et de la Forêt

Jean-René VACHER

Pièces administratives

REPUBLIQUE FRANCAISE

DECISION DU

14/10/2008

N° E08000013 /97

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE FORT-DE-
FRANCE

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

VU enregistrée le 09/10/08, la lettre par laquelle le maire de la commune des Trois Îlets demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

- un projet de modification du PLU sur le territoire de la commune des Trois-Îlets ;

VU le code de l'environnement ;

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ;

VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 ;

VU le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Madame Ghislaine LERIDER, Enseignante, demeurant Ancienne Ecole de Morne Raquette Logt n°2 LE VAUCLIN (97280), est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à la commune des Trois Îlets et à Madame Ghislaine LERIDER.

Fait à Fort-de-France, le 14/10/2008

Le Président,



Copie certifiée conforme
Le Greffier en Chef

L. Philibert

Michel AUBERT

REPUBLIQUE FRANCAISE

Fort-de-France, le 14/10/2008

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE FORT-DE-FRANCE**

Villa Roy-Camille
Croix de Bellevue BP 683
rue du Bâtonnier Hector André
97264 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone : 05.96.71.66.67
Télécopie : 05.96.63.10.08

E08000013 / 97

M. le Maire
Hôtel de Ville
Rue Jules FERRY
97229 LES TROIS ILETS

Ouvert lundi au vendredi de 8h00 à 12h00
lundi et jeudi de 14h00 à 16h00

Dossier n° : E08000013 / 97
(à rappeler dans toutes correspondances)

Arrivée 016005	Ville des Trois-Ilets
Un projet de modification du PLU sur	
Reçu : 20/10/2008	
Rép : 08/12/2008	
URBA	

Signature

COMMUNICATION DECISION DESIGNATION COMMISSAIRE ENQUETEUR

Objet : - un projet de modification du PLU sur le territoire de la commune des Trois-Ilets

M. le Maire,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle le président du tribunal a désigné Madame Ghislaine LERIDER, Enseignante, demeurant Ancienne Ecole de Morne Raquette Logt n°2 LE VAUCLIN (97280) (tel : 05-96-74-40-61 ; portable : 0696-20-42-04) en qualité de commissaire enquêteur.

843703

Je vous rappelle qu'en application de l'article R.123-13 du code de l'environnement, vous devez consulter le commissaire enquêteur avant de fixer les heures où celui-ci se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations.

Enfin, vous voudrez bien me transmettre une copie de l'arrêté d'ouverture d'enquête dès que celui-ci aura été pris et, en application de l'article R.123-23 du code susmentionné, lorsqu'ils auront été déposés, un exemplaire du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sous le présent timbre en ajoutant la mention "désignation des commissaires enquêteurs".

Je vous prie de bien vouloir recevoir, M. le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Greffier en Chef,

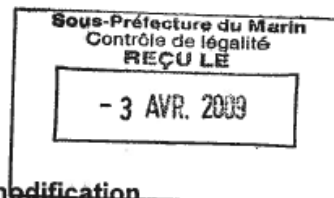
Signature

Département MARTINIQUE
Canton MARIN
Commune TROIS-ÎLETS

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité
VILLE DES TROIS-ÎLETS
DEPARTEMENT DE LA MARTINIQUE
COMMUNE DES TROIS-ÎLETS

Arrêté N° 002/2009/CNE

prescrivant l'enquête publique relative au projet de modification
du plan local d'urbanisme



Le maire,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L. 123-13;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement;

Vu la délibération du conseil municipal du 10 décembre 2003 approuvant le plan local d'urbanisme;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête notifiées aux personnes publiques dans les conditions définies à l'article L. 123-13;

Vu l'ordonnance en date du 14 octobre 2008 de M. le Président du Tribunal Administratif de Fort-de-France désignant Madame Ghislaine LERIDER demeurant Ancienne Ecole du Morne Raquette Logt. N°2 Le VAUCLIN (97280) en qualité de commissaire-enquêteur.

ARRETE :

Article 1er :

Il sera procédé à une enquête publique relative à la modification du plan local d'urbanisme de la commune des Trois-Îlets.

Article 2 :

La modification du plan local d'urbanisme porte sur les points suivants :

- Une partie de la parcelle H 187 (d'une surface de 7775 m²) située au quartier Vatable / route de Beaufond, classée 1AU-3 au PLU sera reclassée en zone agricole A.
- Les parcelles I 182 et les extrémités Nord et Sud-Ouest de la parcelle I 181 à Fond Mulâtre, classées UD au PLU seront reclassées en zone agricole A.

.../.
- 1 -

- Les parcelles I 407 (qui ont fait l'objet d'une récente division et portent désormais les numéros I 647, I 648, I 649, I 650) et I 408 classées en UD au PLU seront reclassées en zone Nh.

Article 3 :

L'enquête publique se déroulera durant 33 jours à compter du 23 avril 2009.

Article 4 :

Madame Ghislaine LERIDER, domiciliée Ancienne Ecole du Morne Raquette Logt. N°2, Le VAUCLIN (97280), enseignante a été désignée en qualité de commissaire-enquêteur par le président du Tribunal Administratif de Fort-de-France.

Article 5 :

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur, seront déposés à la mairie des Trois-Îlets pendant 33 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, du 23 avril 2009 au 25 mai 2009 inclus.

Article 6 :

Le public pourra prendre connaissance du dossier de modification du plan local d'urbanisme et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête.

Il lui sera également loisible d'adresser ses observations écrites au commissaire-enquêteur à la Mairie.

Article 7 :

La réception du public par le commissaire-enquêteur s'effectuera à la Mairie le mercredi, de 8 heures à 12 heures.

Article 8 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 5, le registre sera clos et signé par le commissaire-enquêteur qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre au maire de la commune des Trois-Îlets son rapport joint au dossier intégrant ses conclusions motivées.

Article 9 :

A l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur à la Mairie.

Article 10 :

Une copie du rapport du commissaire-enquêteur sera adressée à M. le Préfet du Département de la Martinique.

Article 11 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché notamment à la Mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la commune des Trois-Îlets.

.../.
- 2 -

Article 12 :


Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Préfet,
- M. le Sous-Préfet.
- M. le Président du Tribunal Administratif

Fait à Trois-Ilets, le 26 Mars 2009.

Le Maire

A. RENE-CORAIL



Marchés publics



VILLE DES TROIS-ÎLETS

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité
DEPARTEMENT DE LA MARTINIQUE
COMMUNE DES TROIS ÎLETS

AVIS AU PUBLIC

Enquête publique relative à la modification du
Plan Local d'Urbanisme

Par Arrêté N° 02/2009/CNE

Le Maire de la commune des TROIS ÎLETS a
ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le
projet de modification du Plan Local d'Urbanis-
me (P.L.U.) portant sur les points suivants :

- Une partie de la parcelle H 187 (d'une sur-
face de 7775 m²) située au quartier Vatable -
route de Beaufond, classée 1AU-3 au PLU se-
ra reclassée en zone agricole A.
- Les parcelles I 182 et les extrémités Nord et
Sud-Ouest de la parcelle I 181 à Fond Mulâtre,
classées UD et PLU seront reclassées en zone
agricole A.
- Les parcelles I 407 (qui ont fait l'objet d'une
récente division et portent désormais les numé-
ros I 647, I 648, I 649, I 650) et I 408 clas-
sées en UD au PLU seront reclassées en zone
Np.

A cet effet, Madame Ghislaine LERIDER, do-
miliée à ancienne école du Morne Raquette
Lgt n°2 - 97280 Le VAUCLIN, enseignante, a
été désignée par le Président du Tribunal Admi-
nistratif comme Commissaire enquêteur.

L'enquête se déroulera à la mairie du 23 avril
2009 au 25 mai 2009 aux jours et heures ha-
bituels d'ouverture. Madame le Commissaire en-
quêteur recevra en Mairie le mercredi de 8
heures à 12 heures.

Pendant la durée de l'enquête, les observa-
tions sur le projet de modification du Plan Local
d'Urbanisme pourront être consignées sur le re-
gistre d'enquête déposé en mairie. Elles peu-
vent également être adressées par écrit au
Commissaire enquêteur.

Le rapport et les conclusions du Commissaire
enquêteur pourront être consultés à la mairie à
l'issue de l'enquête.

Le Maire, A. RENE-CORAIL

F2009538

Marchés publics

10 - 04 - 2009



VILLE DES TROIS-ÎLETS

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité
DEPARTEMENT DE LA MARTINIQUE
COMMUNE DES TROIS ÎLETS

AVIS AU PUBLIC

Enquête publique relative à la modification du
Plan Local d'Urbanisme

Par Arrêté N° 02/2009/CNE

Le Maire de la commune des TROIS ÎLETS a
ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le
projet de modification du Plan Local d'Urbanis-
me (P.L.U.) portant sur les points suivants :

- Une partie de la parcelle H 187 (d'une sur-
face de 7775 m²) située au quartier Vatable -
route de Beaufond, classée 1AU-3 au PLU se-
ra reclassée en zone agricole A.
- Les parcelles I 182 et les extrémités Nord et
Sud-Ouest de la parcelle I 181 à Fond Mulâtre,
classées UD et PLU seront reclassées en zone
agricole A.
- Les parcelles I 407 (qui ont fait l'objet d'une
récente division et portent désormais les numé-
ros I 647, I 648, I 649, I 650) et I 408 clas-
sées en UD au PLU seront reclassées en zone
Np.

A cet effet, Madame Ghislaine LERIDER, do-
miliée à ancienne école du Morne Raquette
Lgt n°2 - 97280 Le VAUCLIN, enseignante, a
été désignée par le Président du Tribunal Admi-
nistratif comme Commissaire enquêteur.

L'enquête se déroulera à la mairie du 23 avril
2009 au 25 mai 2009 aux jours et heures ha-
bituels d'ouverture. Madame le Commissaire en-
quêteur recevra en Mairie le mercredi de 8 heu-
res à 12 heures.

Pendant la durée de l'enquête, les observa-
tions sur le projet de modification du Plan Local
d'Urbanisme pourront être consignées sur le re-
gistre d'enquête déposé en mairie. Elles peu-
vent également être adressées par écrit au
Commissaire enquêteur.

Le rapport et les conclusions du Commissaire
enquêteur pourront être consultés à la mairie à
l'issue de l'enquête.

Le Maire, A. RENE-CORAIL

F2009538

Rapport du commissaire enquêteur

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA MARTINIQUE
COMMUNE DES TROIS ILETS

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 23 avril au 25 mai

MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



Mme LERIDER Ghislaine

SOMMAIRE

I Rapport de présentation

- 1- Le document urbanisme en vigueur**
- 2- Objet de la modification**
- 3- Choix de la procédure**

II Diagnostic

- 1- Présentation des sites**
- 2- Analyse paysager des sites**
- 3- Equipements et réseaux**
- 4- Potentialités agricoles**

III Le Règlement

- 1- Les dispositions applicables aux zones à Urbaniser**
- 2- Les Dispositions applicables aux zones N**

IV Documents graphiques

V Analyse des observations du public

VI Conclusions du Commissaire Enquêteur

VII Annexes

***« Pendant que par la porte de devant on repousse le loup, par la
porte de derrière entre le tigre. »
Proverbe chinois***

I - ANALYSE DES DOCUMENTS

RAPPORT DE PRESENTATION

Document de dix-neuf pages qui dans sa première partie nous fait la présentation du projet :

- 1) le document urbanisme en vigueur : nous donne le cadre légal du P.L.U qui est en vigueur sur le territoire de la commune.
- 2) Objet de la modification : faire évoluer la réglementation des parcelles :
 - H187 d'une superficie de 7775m2 sise au quartier VATABLE en zone agricole dans sa partie Sud, la partie Nord, où se situe déjà une construction, étant classée en zone UD
 - I 182 et la I 181 dans ses extrémités Nord et Sud-Ouest, classées en U.D devrait selon la demande passer en zone Agricole. Sur ce terrain existe déjà, une exploitation agricole.
 - 6 La parcelle I 407, transformée récemment, après division en I 647, I148, I149et I 150 et I 408, parcelle qui sont en zone U.D, pour lesquelles l'on demande un reclassement en zone naturelle (N.H), pour des raisons économiques. Un rappel de la possibilité de construire dans cette zone en maintenant que, le COS est de 0,15.

La municipalité se donne bonne conscience en arguant que cette demande répond à un besoin de :

- a) tenir compte de la réalité du terrain tout en préservant ses terres agricoles ;
- b) respecter le Schéma d'Aménagement Régional qui a déterminé une vocation agricole pour certaines d'entre elles.

Nous découvrons également le besoin de réaliser, dans un futur un sens giratoire à l'extrémité de l'emplacement réservé N°15 en vue d'une future réalisation de lotissement. La dite zone est classée en I AU-5.

Enfin, en dernier point, la demande de modification devrait contribuer à la réalisation, dans la zone IAU-24, de VATABLE, d'un équipement hospitalier, sans contrainte de hauteur.

- 3) choix de la procédure : est un rappel du cadre juridique édicté par la loi L.123-13 du code de l'urbanisme, qui semble selon elle lui permettre et surtout encourager cette démarche. D'autant que les éléments à l'origine de cette demande de modification du P.L.U s'insère dans une certaine continuité qui permet de protéger les terres agricoles. Action entrant de plain pied dans le Projet d'Aménagement et de développement durable de la commune

II DIAGNOSTIC

1) *Présentation des sites :*

Là, nous avons en préambule un rappel des parcelles concernées par cette modification du P.L.U., et le type de modification demandée : pour la 182H classée actuellement au PLU à passer en zone LAU (zone à urbaniser, et toutes les autres en N.A).

Un autre point y figure également, c'est la définition d'une emprise plus importante à l'extrémité gauche de l'emplacement réservé N°15, correspondant à la réalisation d'un carrefour à sens giratoire, qui devra desservir dans le futur, un lotissement.

Il s'en suit un schéma de présentation, permettant de localiser les dites parcelles

2) *Analyse paysagère des sites*

Dans un premier temps, la parcelle H 187 nous est présentée, par sa situation géophysique puis son état actuel, dans sa partie septentrionale, celle qui concerne la modification, est couverte de gazon et plantée de quelques arbres fruitiers. Dans sa partie Nord se trouve une construction le Sud en pente douce est classé 1-AU3 au PLU en vigueur.

Le reste de la parcelle, concernée par la modification, correspond à une prairie destinée à l'élevage bovin, qui est répertoriée en zone Agricole dans le PLU.

Parcelles I 182 et I 181 : situées en bordure de la route de BEAUFOND, tout en étant entre ce quartier et Fond Mulâtre, limitées au Nord par la rivière Caverne, sont à vocation agricole, tout en ayant des constructions dont l'habitation BEAUFOND qui accueille des manifestations.

Quatre prises de vue nous permettent de mieux apprécier les explications littéraires.

Parcelles I407 et I 408 dont les nouveaux numéros au Cadastre sont : I 647, 648, 649, 650, après division, sont situées entre le quartier de Fond Mulâtre et le Hameau de la BEAUFOND. Elles sont aussi traversées par la route communale qui conduit à BEAUFOND.

La 407 est dotée d'une grande savane au milieu de laquelle ont poussé 2 constructions. Des clôtures témoignent de la présence d'élevage, une précision est faite sur le type : ovin, bovin.

Sur la parcelle I 408 une construction semble habitée bien qu'elle soit en apparence inachevée. Quelques arbres fruitiers s'y trouvent également.

Sur la page suivante, 3 photos viennent consolider la présentation.

3) *Equipements et réseaux :*

Ici, nous avons des informations sur la voirie, nous permettant de savoir que toutes les parcelles en question sont desservies par la route communale du quartier BEAUFOND.

Eau potable :

Ici nous avons des données qui nous permettent de savoir que les parcelles I 182, 407 et 408 sont sur un réseau d'eau potable venant du réservoir de GRAND MAISON d'une capacité, de 300m³ placé à une altitude de 158m La situation de ces parcelles sont précisée.

Un document graphique de la SME vient appuyer cette information.

La parcelle H 187 n'est pas desservie par le réseau d'eau potable qui s'arrête au lotissement situé en amont, lotissement lui-même qui est desservi par le réservoir situé à la ferme, qui lui, a une capacité de 500m³.

Là aussi, un plan, venant de la même source nous précise les secteurs concernés.

Assainissement :

Là, grâce à un plan décrivant le réseau d'assainissement collectif existant, et aussi futur, nous pouvons puiser des informations sur les limites de la commune, la limite de Zone d'Assainissement Collectif, la Conduite de Refoulement Existante, la Conduite Gravitaire Existante, le Poste de Refoulement Existant, la Station d'Épuration Existante, la Conduite de refoulement Projetée, la Conduite Gravitaire Projetée, le poste de refoulement Projeté, la Station d'Épuration Projetée et le réseau existant à modifier.

Tout cela, grâce au S.I.C.S.M. dont la commune est en attente d'un schéma d'assainissement communautaire.

Nous savons aussi par cette rubrique, que, en dehors de la parcelle H 187 classée IAU-3, toutes les parcelles sont situées en dehors de la zone d'assainissement collectif.

Les autres secteurs qui font l'objet de la modification possèdent un assainissement autonome.

4) potentialités agricoles : Ici, l'idée de reclasser ces parcelles est renforcée par la reconnaissance de la richesse de ces sols, reconnue par la D.A.F avec une carte à l'appui, qui date tout de même de 1990, donc d'il y a 19 ans, très bien légendée qui permet une très bonne lecture du document, même à un profane.

Les parcelles I 182 et I 180 sont particulièrement reconnues, pour leur richesse, dans le domaine agricole.

En conclusion, bien que les différents secteurs soient relativement bien desservis par la voirie, il n'en demeure pas moins vrai que pour le réseau d'assainissement collectif et d'eau potable, cela reste très insuffisant.

Ce qui justifierait le reclassement des parcelles concernées, pour certaines en zone Nh et pour d'autres en zone agricole.

LA MODIFICATION

***« On prouve tout ce qu'on veut, et la vraie difficulté est de
savoir prouver ce que l'on veut prouver. »***

1) La modification

a) Secteur route de VATABLE, BEAUFOND et emplacement réservé n°15

Dans cette rubrique, nous avons, pour les secteurs VATABLE, BEAUFOND et emplacement réservé N°15, ainsi que pour le secteur Fond Mulâtre, quatre extraits de plan de zonage pour nous présenter le P.L.U en vigueur pour les différents secteurs et le projet de P.L.U modifié.

c) Modification apportée au règlement de la zone IAU

Là nous est précisé l'article IAU-10 sur lequel se base la modification, article qui précise dans ses alinéas 1 et 2 la hauteur exigée pour les constructions en notant la dérogation qui existe pour les bâtiments hospitaliers.

2) Prise en compte des contraintes supra communales :

Précision est faite sur la compatibilité des points sur lesquels porte la demande de modification avec les différents documents supra communaux existants.

Le schéma d'aménagement régional

Ces parcelles sont de plain pied dans le document du S.A.R, dans sa partie : « destination des différentes parties du territoire »

Suivent des précisions sur l'état de classement des différentes parcelles en zone agricole pour les I 182 et 181 et H187 et en zone naturelle pour les I 407 et 408

Destination des différentes parties du territoire

Nous permet de noter, à l'appui d'une carte provenant du S.A.R, l'évolution du PLU sur les différents secteurs concernés qui serait en phase avec les orientations du S.A.R.

Plan de Prévention des Risques

Ce document nous précise la position de ces parcelles qui sont en partie en zone jaune et blanche.

Extrait du de prévention des risques

Deux plans du secteur Fond Mulâtre, venant de la D.D.E nous permettent de bien noter la zone blanche dans laquelle se trouve H 187 et la zone jaune où se trouvent la I 181 et la 182.

3) Incidence de la modification sur l'état initial de l'environnement et sur le document d'urbanisme en vigueur :

Dans cette partie du document nous avons, ce que nous pouvons appeler : « avant conclusion », sans crainte de nous tromper, qui nous met l'accent sur le bien fondé de cette demande de reclassement, qui n'aurait que l'avantage de permettre d'augmenter la surface agricole au détriment de la surface habitable, tout en protégeant les espaces naturels, ce qui permettrait par ailleurs de limiter l'imperméabilisation des sols, ce vers quoi l'on pourrait aller, dans un temps futur, si l'on voyait un classement de ces zones en zone IAU-3
Ce reclassement des deux parcelles classées en UD dans le PLU en vigueur, en Nh, devrait permettre de mieux maîtriser l'urbanisation dans ce secteur où la pression foncière est forte.

Le tableau suivant nous permet de mieux comprendre les deux situations. Il vient d'ailleurs illustrer ce qui a été dit.

Tableau des surfaces :

Zone	PLU approuvé	Projet de modification de PLU	Différence
<i>U</i>	425 ha	419,6123ha	-5.3877ha
<i>AU</i>	113ha	111.8872ha	- 1.128ha
<i>A</i>	660ha	665.5731ha	+5.5731ha
<i>N</i>	1466ha	1467.173ha	+1.173ha

Conclusions :

Nous disent en synthétisant l'objet du projet de modification du PLU, en précisant qu'il ne portera que sur un léger changement de la répartition des zones faisant l'objet de la modification, ce qui permettra de réduire les zones urbaines et à urbaniser, au profit des zones agricoles.

Toujours dans le rôle de défenseur du projet, les demandeurs nous disent quelque part, que le bouleversement, s'il existe sera à peine visible.

REGLEMENT

***'Le ciel et la terre sont beaux, mais l'âme d'un homme qui se lève au-dessus de la misère
est plus belle encore. »
(Heinrich PESTALOZZI)***

Là, nous avons :

TITRE III : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER

Zone I AU

CARACTERE DE LA ZONE I AU

La définition de ce qu'est ce type de zone : elles sont non équipées, destinées à l'extension de l'urbanisation. C'est, en partie, la proximité des réseaux publics existants, et leur capacité qui permettra l'autorisation de construction dans un cadre bien défini.

SECTION I – NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE I A1- OCCUPATIONS ET UTILISATION DU SOL INTERDITES

Une liste en quatre points, définie les positions interdites

ARTICLE I A 2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Comme le titre l'indique, nous avons dans ce chapitre une liste en cinq points des possibilités de constructions et de réalisations qui seront autorisées sous réserve.

SECTION I CONDITION DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE I A 3-ACCES ET VOIRIE

1. Accès

Nous avons les règles qui pourraient entraîner un refus du permis de construire en trois points.

2 Voirie là, nous avons en cinq points, les conditions auxquelles est soumise la création de voies publiques ou privées, communes, ouvertes à la circulation automobile.

Un rappel est fait, pour finir, sur l'objet de permis de voirie que doivent faire les raccordements à la voie publique.

ARTICLE I A 4 DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1 Eau potable

L'accent est mis sur l'obligation qui est faite, à toute nouvelle construction ou installation, de raccordement au réseau public de distribution d'eau potable.

4.2 Assainissement

Ici, nous pouvons noter le caractère obligatoire du type de raccordement au réseau collectif d'assainissement, ainsi que les interdictions pour l'évacuation des eaux ménagères et matières usées

4.3 Eaux pluviales

Obligation est faite pour toute réalisation sur tout terrain, d'en garantir l'écoulement. L'absence de réseau, laisse à la charge, de tout constructeur, l'aménagement permettant leur écoulement vers les points de collecte après avis du service technique.

Article I A.5 –CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

Article I A 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les précisions portent sur la distance à observer, pour les nouvelles constructions qui n'auraient pas d'indication portée au plan.
Il s'agit de l'obligation de respecter le recul de 12m par rapport à l'axe des routes départementales, de 8m de celui des autres voies ouvertes à la circulation et de 10M des bords des rivières.

ARTICLE I A.7 – IMPLANTATION DES CONXTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Cette distance doit être de 4m minimum.

ARTICLE I A.8 IMPLANTATION DES CONXTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIETE OU PLUSIEURS PROPRIETES LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE :

Nous avons des précisions sur la distance à laisser entre deux constructions contiguës, sur un même terrain, ainsi que la différence minimale de niveau pour les bâtiments ou corps de bâtiment en vis-à-vis ; avec une dérogation pour le cas d'une réalisation d'un espace propre. Des précisions non exhaustives sont données sur ces espaces.

ARTICLE I A- 9 EMPRISE AU SOL

Elle est précisée à 40% de la superficie du terrain

ARTICLE I A- 10 HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur d'un point d'une construction est égale à la distance de ce point verticale au sol (avant terrassement)

En 10. 1 nous avons des précisions sur les limites supérieures d'une construction, à l'exclusion d'ouvrages techniques de superstructure.

Elle est de 8,50m pour les habitations individuelles et les immeubles de logement collectif de moins de dix logements.

Elle est de 10,50m pour les autres constructions.

En 10-2 nous avons la hauteur maximale pour les constructions à usage d'habitation est fixées à 8,50m. les autres constructions autorisées n'ont pas de limite.

ARTICLE I A-11- ASPECT EXTERIEUR

Une précision est portée pour donner existence à cet article.

11.1- Interdiction de constructions sur pilotis apparents

11.2- Seules les toitures pentues sont autorisées avec une inclinaison minimale de 15 °

11.3- Réglementation pour la couleur de la peinture choisie pour les toitures qui ne doit pas être d'un matériau réfléchissant.

11.4- l'interdiction est faite d'utiliser la peinture blanche à l'extérieur des constructions.

11.5- Concerne le traitement des murs séparatifs et des murs aveugles apparents d'un bâtiment ainsi que les murs extérieurs des bâtiments annexes qui doit être le même que pour les façades principales.

11.6- annonce l'interdiction des clôtures en tôles.

ARTICLE I A- 12 – STATIONNEMENT DES VEHICULES.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations diverses doit être assurée en dehors des voies ouvertes à la circulation publique.

ARTICLE I A – 13 – OBLIGATION DE REALISER DES ESPACES VERTS

Sans objet.

ARTICLE I A- 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS

En cas de constructions destinées au logement lié et nécessaire pour le fonctionnement des exploitations agricoles, précision de la S.H.O.N maximale autorisée.

Pour les autres constructions autorisées il n'est pas fixé de C.O.S.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES N

CARACTERE DE LA ZONE N

En préambule, nous avons, pour le territoire des TROIS-ILETS, le classement des zones en zone naturelle et forestière. Ce principe de conservation ne peut tout de même pas gêner la réhabilitation des constructions existantes, d'autant que leur présence ne gêne aucunement le caractère naturel du site.

La Zone N comprend :

- le secteur Nh de capacité d'accueil limitée
- les terrains de la zone des 50 pas classés en espaces naturels par l'arrêté préfectoral délimitant les 50 pas soumis à une protection forte.

SECTION1 – NATURE DE L'OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL

ARTICLE .N.1 OCCUPATIONS ET UTILISATION DU SOL INTERDITES

Toutes les occupations et les utilisations du sol à l'exception de celles précisées à l'article N.2

ARTICLE .N . 2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISE SOUS CONDITIONS

Dans la zone N :

Nous avons les détails en sept points sur la réglementation de cette zone.

- Les ouvrages techniques
- Les équipements de plein air à usage collectif
- Les abris légers et aménagements destinés à la mise en valeur des sites naturels
- les aires de stationnement ouvertes au public, liées aux équipements et aménagements visés dans les alinéas 1 et 2.
- l'amélioration et l'extension limitée à 40 % de la SHON d constructions l' usage d'habitat existant à la date d'approbation du PLU , sauf dans la zone des 50 pas, où l'extension est interdite
- les installations et équipement strictement nécessaires aux besoins des exploitations conchylicoles et aquacole.
- Les affouillements et exhaussement du sol destinés à permettre la réalisation de retenues collinaires.

Dans le secteur Nh :

Nous pouvons avoir des informations sur les dispositions de l'article L.123-4 du code de l'urbanisme qui permet, en plus des constructions et installations admises en zone N, une application pour les constructions à usage d'habitation et pour les constructions à usage d'hébergement hôtelier, de restauration et de loisir.

SECTION 1- CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE .N – 3- ACCES ET VOIRIE

1 accès

Précise les conditions nécessaires pour rendre un terrain constructible :

Avoir accès à une voie publique ou privée ;

Le respect de l'exigence de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile.

Quelle que soit la situation, des aménagements doivent être assurés pour permettre une visibilité satisfaisante de part et d'autre de l'axe de l'accès.

La précision d'une emprise de 8m pour toutes ces voies publiques ou privées qui sont ouvertes à la circulation automobile est faite ici

Un rappel est fait sur la réglementation pour les raccordements sur la voie publique.

ARTICLE .N .4- DESSERTE PAR LES RESEAUX

4-1 - Eau potable

Rappel de la réglementation dans ce domaine pour toute construction ou installation à usage d'habitation ou d'activité.

4-2- Assainissement

Là aussi, les textes réglementaires sont rappelés, en cas d'impossibilité de branchement et pour l'évacuation des eaux ménagères et des effluents.

ARTICLE .N .5- CARACTERISTIQUE DES TERRAINS :

Sans objet.

ARTICLE .N 6 – IMPLANTATION DES CONDITIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Rappel du respect de la distance de 10m à observer, pour l'implantation de toute construction, par rapport à l'axe de la route, des ravines et des cours d'eau.

ARTICLE .N7 -IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance ne peut être inférieure à 4m des limites séparatives.

ARTICLE .N 8- IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU PLUSIEURS PROPRIETES LEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE.

La règle des 4m de distance à laisser pour les bâtiments non jointifs.

ARTICLE .N9- EMPRISE AU SOL

Sans objet.

ARTICLE .N 10- HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Donne des précisions sur la hauteur d'une construction avant terrassement, ainsi que sur la limite de celle en tout point qui ne peut excéder 6,50m sauf exception

ARTICLE .N – 11 ASPECT EXTERIEUR

Règlement qui vise à assurer l'intégration des constructions dans leur environnement se trouve en trois points :

11 -1- concernant le style de la toiture.

11-2- Les clôtures interdites.

11-3- La règle pour la couleur des toitures et le type de peinture.

11-4- La réglementation pour les murs séparatifs et les murs aveugles

ARTICLE .N.12 – STATIONNEMENT DES VEHICULES :

Réglemente le stationnement pour les besoins des constructions et installations diverses qui doit être assuré en dehors des voies ouvertes à la circulation.

SECTION II 6 POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE N 14- COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S)

Donne pour la Zone N : 0,001 et le secteur Nh :0,15

DOCUMENTS GRAPHIQUES

Ici, dans deux chemises, nous pouvons voir, dans la première 5 plans d'une grande clarté, présentés par la D.U.A.M.

Ils nous indiquent avec une grande lisibilité les différents secteurs concernés par la modification

La deuxième, deux photos prises d'avion, toujours à l'origine de la D.U.A.M, nous présente les secteurs.

Là aussi les prises de vue sont bonnes et permettent de bien noter la position des secteurs par rapport à la ville ; ce qui sur le terrain n'est pas toujours évident.

ANALYSE DES OBSERVATIONS DES CITOYENS

« Qu'est-ce que l'Homme dans la nature ? Un néant à l'égard de l'infini, un tout à l'égard du néant, un milieu entre rien et tout. »

Blaise Pascal

Nous avons eu en tout et pour tout, un avis, celui de Monsieur LUNG-FOU-AFAU Jean-Claude, qui a fait une démarche sans rapport direct avec l'enquête publique.

Il semblerait qu'il aurait l'accord de la D.U.A.M pour le faire.

Monsieur le Maire en personne est venu m'en parler.

Bien que je pense que cette situation pouvait faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal, je ne peux pas passer sous silence cette demande.

Je joins donc les documents reçus

1

M^r LUNG-FOU-AFAU JEAN-CLAUDE
LA FERME CONCORDE
TROIS-ÎLETS 97229
TEL: 0596 68 38 63
0696 96 61 46

N^o PARCELLE I 234

SUITE AU TRACÉ DE LA ROUTE
COMMUNALE, PLUS LA FUTURE ROUTE
DEPARTEMENTALE DESERVANT LA
PAGERIE. MON TERRAIN A ETE
EMPRUNTE DE TOUTE L'ASSISE DE LA
ROUTE.

JE SOUHAITE QUE DANS LE CADRE
DE CETTE MODIFICATION DU PLU
SOIT PRIS EN COMPTE MA DEMANDE
DE REVISION DE TRACÉ DE LA
ZONE NH.

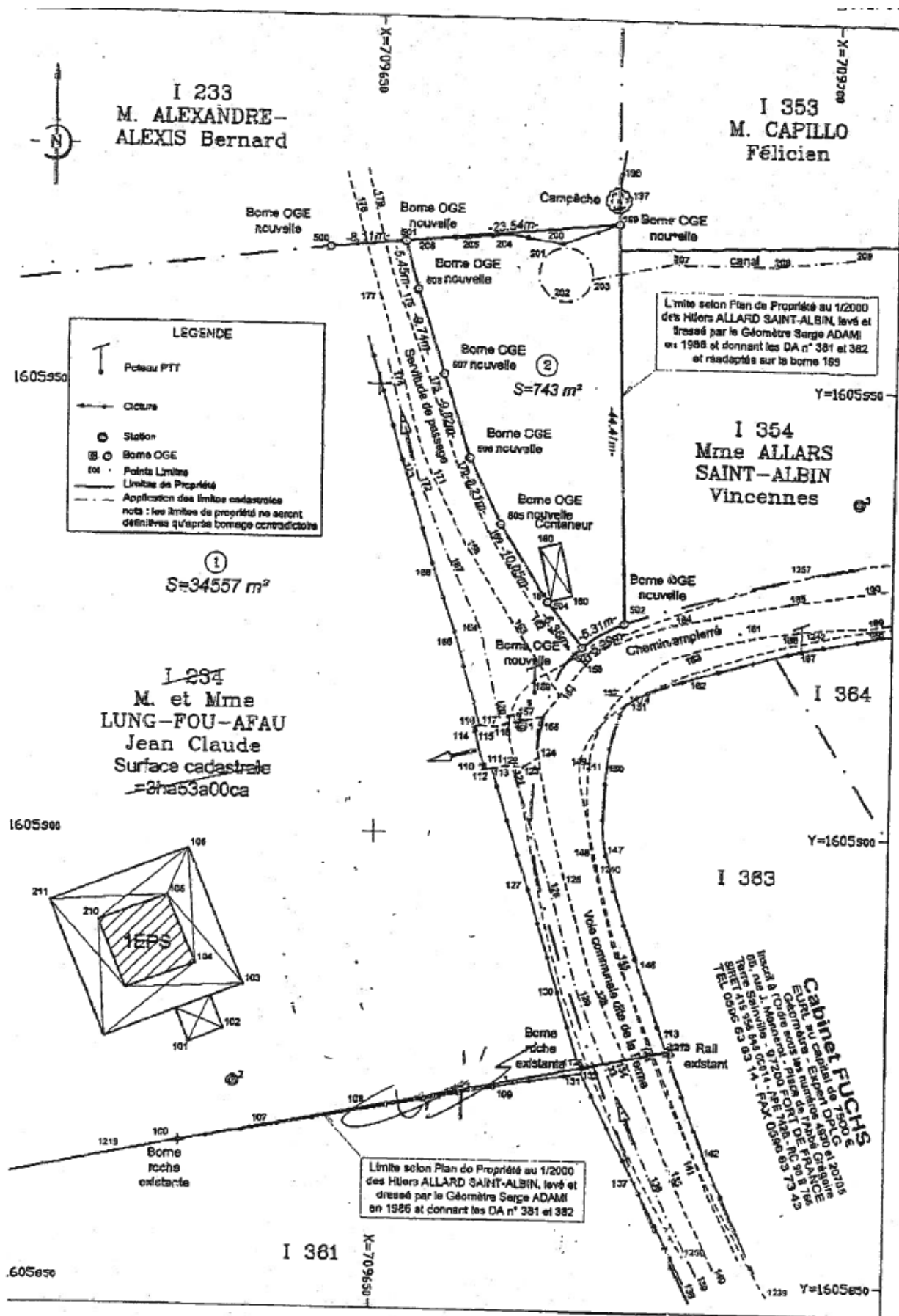
JE VOUS JOINT LE PLAN

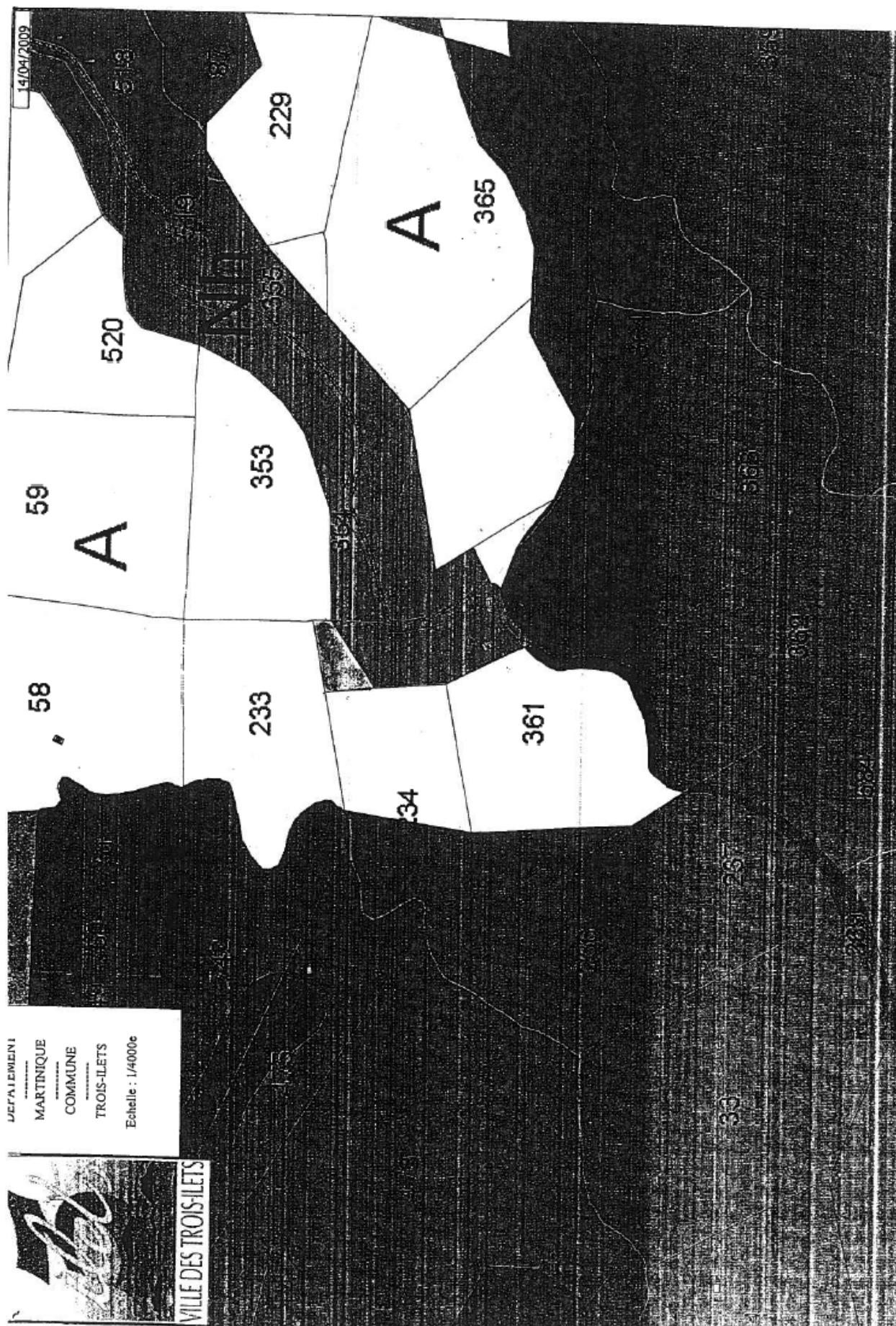
Pièces jointes : 1 plan du secteur et 1 relevé
cadastral.

Bon Pour Clôture du Registre
le 27/05/09
A. Henri-Gaut.



Handwritten signature or mark.





CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

***« l'intelligence doit vérifier l'action, sans elle l'action est vaine. Mais sans action,
l'intelligence reste stérile. »***

Roger Martin du Gard

Cette enquête publique renforce notre idée qu'il est nécessaire de faire quelque chose pour que les citoyens s'intéressent à leur pays.

Nous sommes trop axés sur le nombrilisme, il faut s'arrêter pour voir où nous mettons les pieds

Les choses se sont trop passées tranquillement ce qui donne à réfléchir.

Une visite en mairie le mercredi qui précédait l'ouverture de l'enquête m'a permis de rencontrer le responsable en la personne de Monsieur RISSAC avec lequel j'ai pu préciser certaines choses dont la réglementation en matière d'affichage, ce qu'il a rectifié avant le début de l'enquête.

Les documents étaient assez clairs même si quelque fois le document de présentation au public ne contenait pas toujours les mêmes informations que celui remis au Commissaire Enquêteur.

Cela n'a tout de même pas gêné le bon déroulement des opérations.

Cette enquête a un côté surprenant, car il est très rare que l'on demande un tel changement.

Si les choses sont aussi claires que laissent apparaître les documents d'enquête, nous ne pouvons que donner un avis très favorable pour cette enquête publique, qui, selon nous, ne peut avoir qu'un impact positif sur la santé des citoyens, car les espaces verts risquent de manquer bientôt

Devant les règles qui régissent l'occupation des sols, nous pouvons être étonnés de ce qu'en font les citoyens. C'est à se demander s'il y a vraiment une Loi, ou encore qu'est-ce qui empêche qu'elle soit respectée. Serait-ce le fait de l'électoratisme ?

Nous appelons chacun et tous à une sérieuse réflexion là dessus

Nous donnons donc notre accord pour cette modification du Plan Local D'Urbanisme sur le territoire de la ville des TROIS-ÎLETS

Arrondissement
MARIN

Canton
TROIS-ÎLETS

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

DU MERCREDI 14 Octobre 2009

Sous-Préfecture du Marin
Contrôle de légalité
REÇU LE

- 6 NOV. 2009

en exercice 29
de présents 21
De votants 23

L'an deux mille neuf et le mercredi quatorze Octobre à dix huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune des TROIS-ÎLETS s'est réuni en séance ordinaire au lieu normal de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Arnaud RENÉ-CORAIL, Maire.

OBJET

**APPROBATION
SECONDE MODIFICATION
DU PLAN LOCAL
D'URBANISME**

Présents : Mmes & MM. Arnaud RENÉ-CORAIL, Karine GALY, Joë YANG-TING, Denise GUILLOIS, Emmanuel POULLET, Sonia ACHILLE, Mathurin ALEXANDRE-ALEXIS, Jean-Pierre LACLEF, Alphonse PINVILLE, Rosalyne DODDNNAT, René GALY, Roger DONGAR, Gina CHRISTOPHE HAYOT, Jean-Claude CARBETY, Annette HABRAN, Eric CHALOND, Patrick HEYDT, Lise N'GUELA MORELLON, Robert RENÉ-CORAIL, Gérard DUMEUR, Aline PINVILLE, Clément JEAN-ALPHONSE

A donné Procuration : Armide HENDERSON à Karine GALY

Absentes : Maryse COLOMBE-RABOD

Absents excusés : Mmes Elise ANNETTE, Nadia LEBOS, Aline DURMIAH, Marthe DUFRENDY - M. Moïse SIOUL

Mme Annette HABRAN a été élue pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le
et que la convocation du conseil avait
avait été faite le

Le Maire,

Vu le rapport du Maire relatif au Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 décembre 2003, modifié le 20 décembre 2004 ;

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 et ses décrets d'application du 27 mars 2001

Vu la loi n° 2003-590 relative à l'Urbanisme et à l'Habitat du 2 juillet 2003

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une seconde modification du
PLU ;

Le Conseil Municipal :

DECIDE

Article 1 : D'approuver la seconde modification du PLU présentée en annexe.

Article 2 : De donner mandat au Maire pour assurer le suivi et la bonne fin de ce dossier.

Pour Copie Conforme et Certification
du Caractère Exécutoire de la Délibération
des Trois-Îlets, le 21 Octobre 2009
Le Maire,
Arnaud RENÉ-CORAIL

**SECONDE MODIFICATION
DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DES TROIS-ÎLETS**

La seconde modification du Plan Local d'Urbanisme porte sur les points suivants :

- Evolution la réglementation de plusieurs parcelles et de la zone 1AU aux fins de prendre en compte une réalité de terrain mais également préserver des terres agricoles ;
- Modification de l'emplacement réservé n° 15 sur les documents graphiques de la réalisation future d'un carrefour à sens giratoire au quartier La Ferme ;
- Modification du règlement de la zone 1AU dans le but de permettre la réalisation dans la zone AU 24, au quartier Vatable, d'un équipement hospitalier, n'excédant pas R + 2 ;
- Extension d'une partie de la parcelle I 234 située en zone HNh (zone naturelle forestière) au quartier La Ferme / Concorde, actuellement classée en zone A (agricole), en contrepartie de l'assise de 8 m de la voie départementale classée en constructible ;
- Modification des dispositions réglementaires de la zone UX aux fins de permettre aux habitants de bénéficier de permis de construire autorisant l'amélioration de l'habitat existant, dans l'attente des opérations de viabilisation de l'Agence des 50 Pas